

déclaration de Son Excellence en ce qui concerne l'amélioration des conditions générales par tout le Dominion.

Nous sortons lentement d'une crise qui n'a pas eu de précédent, et je chercherais en vain une expression pour traduire adéquatement l'admiration que m'inspire le comportement du peuple canadien durant cette période difficile. Avec des ressources réduites il est venu en aide aux parents, aux amis et même aux étrangers plus infortunés. Il n'est pas possible d'exprimer l'étendue de la bienfaisance privée qui a tant fait pour alléger la détresse occasionnée par le chômage forcé d'une si grande partie de notre population. Mais le moindre observateur sait que les ressources déjà maigres ont été généreusement partagées avec ceux qui, autrement, auraient souffert du froid et de la faim. Dans leur vie privée, les Canadiens ont fait preuve, envers les nécessiteux, d'une compassion que les mots sont impuissants à mesurer. Tous les observateurs plus réfléchis doivent avoir constaté que, dans l'exercice de leurs fonctions publiques—et sous diverses formes de gouvernement—nos citoyens ont de grand cœur approuvé la dépense de deniers publics pour donner autant de secours qu'ils en pouvaient donner au moyen de la taxation. Le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les conseils municipaux ont affecté d'énormes sommes afin de subvenir aux besoins de centaines de mille personnes qui, sans cette aide, auraient douloureusement souffert du manque de nourriture, de vêtements et de combustible. On peut donc dire, en toute équité, que, privé et publiquement, le peuple de notre Dominion a souscrit aux sollicitations qui lui furent adressées, comme jamais auparavant il ne lui en avait été adressé, et qu'il y a répondu avec une générosité et un esprit de sacrifice qui attestent hautement qu'il s'est rendu compte de sa responsabilité pour le bien-être des citoyens que l'adversité affectait davantage.

Je crois qu'un tribut d'admiration et de respect doit être rendu à ceux qui ont manqué de travail durant cette longue et douloureuse période. Ils ont résisté aux appels des révolutionnaires qui les incitaient à recourir à des mesures de violence, des mesures qui auraient ruiné nos institutions, dans le fallacieux espoir d'améliorer leur situation sociale. Seuls, ceux qui ont eu à affronter un avenir aussi sombre peuvent apprécier l'attraction des propositions qui leur ont été faites pour détruire notre système social, et mesurer dans sa pleine mesure l'abnégation qu'ils ont dû s'imposer à eux-mêmes pour sauvegarder la paix et maintenir l'ordre.

En reconnaissant ce que toutes les classes ont fait pour traverser cette dure période, ne perdons pas de vue la patience et le courage dont ont fait preuve ceux qui, sans faute de leur part, n'ont pas pu trouver l'occasion de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Honneur aux hommes et aux femmes qui ont accepté l'humiliation d'être secourus et qui attendent patiemment et courageusement la fin de cette humiliation.

La fin de cette période semble proche. Les conditions du travail s'améliorent au point de nous donner raison d'espérer que nous arrivons à un redressement complet de l'industrie et à un état de prospérité raisonnable pour toute notre population. Ce résultat se produit au Canada sans que nous ayons eu recours aux tactiques aventureuses que d'autres pays ont essayé d'appliquer. Aucune tactique ne peut, du jour au lendemain, rétablir la prospérité. La prospérité ne s'improvise pas. Un relèvement, lent peut-être, mais persistant, des difficultés qui se sont abattues sur notre pays, procure le meilleur espoir de confort et de bonheur au peuple canadien.

La politique des Préférences impériales, adoptée à la Conférence d'Ottawa, a beaucoup contribué à améliorer les conditions de l'existence en notre pays. Mais elle a fait plus; elle a resserré davantage les relations des différents membres de la famille impériale. Elle a fait encore plus: elle a donné au monde une nouvelle idée: la politique du libre-échange et de la protection nous est familière; à Ottawa s'est développée la politique du commerce réciproque—des Dominions autonomes commerçant l'un avec l'autre, à des termes équitables pour chacun, et à l'avantage de tous.

Lorsque nous serons enfin sortis de la crise actuelle, il me semble, honorables sénateurs, que nous devons prendre la résolution de ne jamais plus laisser notre Dominion, s'il est en notre pouvoir de l'en empêcher, s'engloutir dans un marasme industriel semblable à celui dont nous nous tirons maintenant peu à peu. Il doit sûrement exister un moyen de prévenir le retour de ces périodes de détresse, qui menacent si gravement la stabilité de nos institutions. Divers plans ont été proposés—et ont même été adoptés en d'autres pays—afin de créer un nouvel ordre social devant mieux répondre aux besoins de notre population. On a proposé le communisme comme étant une forme de gouvernement supérieure à la démocratie telle qu'elle règne par tout l'Empire britannique. La dictature prolétaire est une forme de tyrannie qui répugne à tous les Canadiens, partisans de la liberté. On a proposé le fascisme comme une autre panacée à tous les maux de notre société. C'est de l'autocratie pure, un retour aux principes administratifs du Moyen-Age. Il a fallu mille ans de luttes pour